

ACTION URGENTE

UN MILITANT CONDAMNÉ POUR SES COMMENTAIRES SUR TWITTER

Le militant bahreïnite Nader Abdulemam a été condamné à six mois de prison pour « outrage » à une figure de culte. Amnesty International pense que cet homme est pris pour cible parce qu'il a exercé son droit à la liberté d'expression.

Nader Abdulemam, 41 ans, a été condamné le 22 octobre à six mois de prison par la cour pénale pour « outrage » à une figure religieuse de culte, après avoir publié sur Twitter des commentaires au sujet de Khalid bin al Waleed, compagnon du prophète Mahomet et célèbre commandant islamique.

Nader Abdulemam a été inculpé en vertu de l'article 310/2 du Code pénal bahreïnite, qui érige en infraction l'« outrage public à un symbole ou une personne considéré(e) sacré(e) pour les membres d'un groupe religieux en particulier ». Les lois interdisant toute critique ou moquerie visant une religion ou des croyances sont incompatibles avec le droit à la liberté d'expression, qui est inscrit à l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP), auquel Bahreïn est partie.

Nader Abdulemam a été transféré de la prison de Dry Dock à celle de Jaww, au sud de Manama, la capitale du pays, afin d'y purger sa peine. Il a été arrêté le 27 août et doit donc être libéré le 27 février 2015. Toutefois, il attend également d'être jugé dans différentes affaires pour « rassemblement illégal », après avoir participé à une manifestation à Manama. En 2013, le gouvernement a promulgué de nouveaux décrets interdisant ce type d'événement dans la capitale.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en anglais, en arabe ou dans votre propre langue :

- exhortez les autorités à annuler la condamnation prononcée contre Nader Abdulemam, car elle résulte uniquement de l'exercice pacifique de son droit à la liberté d'expression ;
- engagez-les à le libérer immédiatement, puisqu'il semble n'être détenu que pour des charges qui bafouent le droit à la liberté d'expression ;
- rappelez-leur que toute nouvelle inculpation portée contre lui au seul motif qu'il a exercé son droit légitime à la liberté de réunion doit être abandonnée.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 4 DÉCEMBRE 2014 À :

Roi de Bahreïn

Shaikh Hamad bin 'Issa Al Khalifa

Office of His Majesty the King

P.O. Box 555

Rifa'a Palace, al-Manama, Bahreïn

Fax : +973 1766 4587 (merci de vous montrer persévérant-e)

Formule d'appel : *Your Majesty, / Sire,*
(Votre Majesté, dans le corps du
texte)

Ministre de l'Intérieur

Shaikh Rashid bin 'Abdullah Al Khalifa

Ministry of Interior

P.O. Box 13, al-Manama, Bahreïn

Fax : +973 1723 2661

Twitter : @moi_Bahrain

Formule d'appel : *Your Excellency,*

Monsieur le Ministre,

Copies à :

Ministre de la Justice et des Affaires islamiques

Shaikh Khalid bin Ali bin Abdullah Al Khalifa

Ministry of Justice and Islamic Affairs

P. O. Box 450, al-Manama, Bahreïn

Fax : +973 1753 1284

Courriel : minister@justice.gov.bh

Twitter : @Khaled_Bin_Ali

Veuillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de Bahreïn dans votre pays (adresse/s à compléter) :
nom(s), adresse(s), n° de fax, adresse électronique, formule de politesse

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci. Ceci est la première mise à jour de

l'AU 240/14. Pour en savoir plus : www.amnesty.org/fr/library/info/MDE11/031/2014/fr.

AMNESTY
INTERNATIONAL



ACTION URGENTE

UN MILITANT CONDAMNÉ POUR SES COMMENTAIRES SUR TWITTER

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Depuis de nombreuses années, Amnesty International fait part de ses inquiétudes au gouvernement bahreïnite quant aux lois interdisant l'exercice pacifique du droit à la liberté d'expression. Plusieurs personnes ont été condamnées en vertu de l'article 214 du Code pénal bahreïnite, qui, de même que les articles 215 et 216, interdit l'« outrage au roi, au drapeau ou à l'emblème national, à un pays étranger ou une organisation internationale, à l'Assemblée nationale ou d'autres institutions constitutionnelles, à l'armée, aux cours de justice, et aux autorités ou aux agences gouvernementales ». Ces articles bafouent le droit à la liberté d'expression car ils imposent des restrictions qui ne sont pas acceptables aux termes du droit international et érigent l'exercice de droits humains en infraction.

Nom : Nader Abdulemam
Homme

Action complémentaire sur l'AU 240/14, MDE 11/041/2014, 23 octobre 2014